



SECTIONS DU LOT ET GARONNE

EMPLOIS :

Nouvelles frappes massives pour 2010 :

- **2569 emplois supprimés à la DGFIP**

- 1498 emplois de catégorie C,
- 842 emplois de catégorie B,
- 229 emplois de catégorie A
mais va créer +187 A+ !

Les vagues de suppressions d'emplois se succèdent depuis 2002 : plus de 16 000 suppressions d'emplois soit 12 % des effectifs !

Ces dernières années, des centaines de trésoreries ont disparu.

- **18 emplois supprimés en LOT ET GARONNE**

<u>Filière gestion publique :</u>		<u>Filière fiscale :</u>	
2010	: - 12 emplois	2010	: - 6 emplois
2003 à 2008	: - 20 emplois	2006 à 2009	: - 41 emplois

En conséquence, la charge de travail augmente.

Faire toujours plus avec toujours moins, cela n'est plus tenable !

➔ Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions, dans des conditions décentes. Ils souffrent de la perte de repères dans leur travail, d'un pilotage obsédé par la satisfaction des indicateurs, pilotage qui prend de plus en plus des tournures infantilisantes dans les services.

➔ La Direction Générale tout comme les directions locales, ne peuvent plus dissimuler les conséquences du sous-effectif, des bouleversements incessants dus aux « réformes », de l'explosion des cellules de travail, de la perte des repères professionnels, des pressions hiérarchiques, du culte de la performance individuelle et du « management » issu du secteur privé.

➔ Cette situation est commune à l'ensemble des secteurs de la Fonction Publique où sévit la RGPP qui n'a d'autre finalité que les suppressions d'emplois et l'abandon de missions.

En premier lieu, ce sont les agents qui souffrent dans tous les services. Le public, lui aussi, subit en direct les conséquences de ces reculs et des manques d'agents dans ses contacts avec nos services et notamment les services d'accueils physiques et téléphoniques.

En réaction, c'est légitimement le ras le bol et la colère qui s'expriment.



Les sections syndicales du 47 de la CGT Impôt-Trésor, du SNUI SUD Solidaires, de FO DGFiP et de la CFDT Finances vous proposent de signer massivement la pétition ci-dessous exigeant l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.

[illegible]

Ces pétitions seront déposées auprès des Directions locales